



Israël / Gaza

**Opération «Plomb durci» : le contrôle
de l'information est un objectif militaire**

Israël / Gaza

Opération «Plomb durci» : le contrôle de l'information est un objectif militaire

Des journalistes palestiniens pris entre les tirs israéliens et les menaces du Hamas

Contexte

Après six mois de calme relatif à Gaza, la trêve conclue le 19 juin 2008 entre l'Etat d'Israël et le mouvement Hamas a pris fin le 19 décembre. Les Brigades Ezzedine Al-Qassam, branche armée du Hamas, ont alors déclaré que la trêve ne serait pas renouvelée, imputant la responsabilité de cette rupture à «l'ennemi sioniste» qui «n'a pas respecté les conditions» du cessez-le-feu, en maintenant son blocus sur la bande de Gaza. Le mouvement politico-militaire qui contrôle la bande de Gaza a repris ses tirs de roquettes sur des cibles israéliennes avoisinantes. Par mesure de rétorsion, l'aviation israélienne a frappé Gaza le 20 décembre 2008, tirant trois missiles près du camp de Jabaliya. Par la suite, les tirs de roquettes se sont intensifiés. Environ 200 ont été tirés entre le 19 et le 27 décembre, selon l'Agence France-Presse.

Suite au décès d'un civil israélien, tué par une roquette à Netivot, Israël a lancé l'offensive aérienne «Plomb durci» le 27 décembre 2008, avant d'entamer une action terrestre à compter du 3 janvier 2009. Le 17 janvier, après 22 jours de conflit, le cabinet de sécurité israélien a adopté une résolution en faveur d'un cessez-le-feu unilatéral à Gaza. Les derniers soldats israéliens se sont retirés de la bande de Gaza le 21 janvier 2009, au lendemain de l'investiture du nouveau président des Etats-Unis d'Amérique, Barack Obama.

Selon les Nations unies, l'offensive israélienne a fait au total plus de 1330 morts (dont 431 enfants et 112 femmes) et 5380 blessés du côté palestinien, et 14 morts (10 soldats, dont 4 tués par des «tirs amis», et 4 civils) et 183 blessés du côté israélien. Plus de 4000 maisons ont été entièrement détruites dans les attaques israéliennes et plus de 17 000 autres ont été endommagées, selon une estimation du bureau central des statistiques de l'Autorité palestinienne, qui a évalué les pertes à plus de deux milliards de dollars.

L'information a été une autre victime du conflit. Six journalistes sont morts entre le 27

décembre 2008 et le 17 janvier 2009, dont deux dans l'exercice de leurs fonctions, et au moins trois bâtiments abritant des médias ont été touchés. Durant le conflit, l'accès de la bande de Gaza était interdit aux journalistes étrangers. Ils étaient contraints de «couvrir» de loin une guerre sur laquelle les yeux du monde entier étaient rivés. Ce blocus a suscité protestations et indignation de l'ensemble de la profession.

Les journalistes israéliens sont interdits depuis plus de deux ans d'entrer dans les Territoires du fait de leur nationalité, et la bande de Gaza est régulièrement fermée aux journalistes étrangers par les autorités israéliennes. Mais ce bouclage, à compter du 27 décembre, alors que l'offensive militaire venait de débiter, a eu des conséquences graves pour le travail des journalistes palestiniens restés seuls à couvrir le conflit. «Je ne souhaite à personne de vivre ce que nous avons vécu. Chaque soir, je me demandais comment je pouvais encore être en vie», a raconté à Reporters sans frontières Shohdi El-Kashef, directeur de l'agence de presse audiovisuelle *Ramattan*, à Gaza.

Reporters sans frontières s'est rendue en Israël, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, fin janvier, pour dresser un bilan des violations de la liberté de la presse commises pendant le conflit.

LA BANDE DE GAZA FERMÉE AUX JOURNALISTES ÉTRANGERS

Alors que l'aviation israélienne lançait son offensive le 27 décembre 2008, les autorités militaires ont fermé la bande de Gaza aux journalistes étrangers.

Pendant la seconde guerre du Liban, en juillet-août 2006, les journalistes «embedded» avaient pu se joindre aux soldats israéliens afin de suivre les opérations militaires, comme l'a raconté Nahum Barnea, du quotidien *Yedioth Aharonoth*. Et les soldats, avec leurs téléphones portables, racontaient la

Opération «Plomb durci» : le contrôle de l'information est un objectif militaire

Des journalistes palestiniens pris entre les tirs israéliens et les menaces du Hamas

guerre en direct à leurs familles mais aussi aux journalistes, parfois images à l'appui.

A Gaza, en décembre 2008, tirant les leçons de cette couverture médiatique libre qui avait exposé ses manquements au monde entier, l'état-major israélien a adopté une attitude radicalement différente. La présence de tout journaliste étranger sur le champ de bataille a été rendue impossible par la fermeture de la bande de Gaza. Les soldats israéliens n'avaient pas le droit d'avoir sur eux leur téléphone portable, une fois entrés dans le secteur.

L'armée a non seulement considéré Gaza comme une «zone militaire fermée», mais également une bande large de 2km tout autour de ce territoire, à l'intérieur de laquelle ne pouvaient pénétrer que les personnes autorisées. Le 13 janvier 2009, un photographe de l'agence Reuters a été arrêté pour avoir «pris des photos à l'intérieur de la zone fermée», d'après un porte-parole de l'armée. Son accréditation a été suspendue pendant deux semaines et ses appareils photo ont été confisqués.

Selon les chiffres du Government Press Office (GPO, bureau de presse du gouvernement), entre 800 et 1000 journalistes étrangers bénéficient d'une accréditation permanente en Israël. Daniel Seaman, directeur du GPO, a indiqué à Reporters sans frontières que 500 journalistes supplémentaires avaient reçu une accréditation en qualité de «visiteurs» pour couvrir le conflit.

Qui a pris la décision de fermer la bande de Gaza aux journalistes étrangers ?

Les autorités israéliennes se renvoient la responsabilité de la décision. Yigal Palmor, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a expliqué à Reporters sans frontières que son administration n'était pour rien dans cette décision. Il a cependant souligné que les restrictions imposées aux journalistes qui souhaitent se rendre dans la bande de Gaza étaient antérieures au conflit.

Le «National Information Directorate», créé en 2008 pour s'occuper de l'ensemble de la

communication gouvernementale, a certes été consulté, mais la décision avait été prise, selon Yigal Palmor, à un niveau encore supérieur, entre le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, et le ministre de la Défense, Ehud Barak. Nahum Barnea, éditorialiste à *Yedioth Aharonoth*, a expliqué que les deux hommes n'étaient pas d'accord : «Si Barak penchait en faveur de l'entrée de journalistes étrangers, Olmert y opposait un veto clair.»

Comment la presse a-t-elle réagi ?

Le 31 décembre 2008, suite à une procédure entamée début décembre par la Foreign Press Association (FPA, association de la presse étrangère), qui regroupe l'ensemble des journalistes étrangers en Israël et dans les Territoires palestiniens, la Cour suprême a ordonné au gouvernement israélien d'autoriser un accès de la bande de Gaza, et ce avant le 1er janvier 2009 à 10 heures, à des pools de douze journalistes maximum. «Bien que nous ne soyons pas favorables au principe des «pools», la Cour ne nous a pas laissé le choix, jugeant que c'était en «pools» ou rien», a expliqué l'avocat de la FPA dans une déclaration à la presse. Le ministère de la Défense a ramené ce nombre à huit, en posant la condition que deux d'entre eux soient choisis par l'armée.

Cependant, la décision de la Cour est restée lettre morte. L'armée a justifié le maintien de la fermeture de Gaza pour des «raisons de sécurité» liées aux attaques aériennes. Après le démarrage de l'offensive terrestre, le 3 janvier, l'armée a expliqué sa décision par le fait que la présence des journalistes pouvait entraver le déroulement des opérations militaires. Les journalistes étrangers auraient pu dévoiler des positions stratégiques et les opérations terrestres pouvaient mettre en danger la sécurité des reporters sur le terrain.

A compter du début des courtes «trêves humanitaires» garanties par Israël, le 7 janvier, les journalistes étrangers ont demandé à pouvoir entrer dans la zone lors de l'ouverture aux acteurs humanitaires des points de passage, pendant deux ou trois heures chaque jour. Le COGAT (Coordinator of Government Activities in the Territories),

organe du ministère israélien de la Défense en charge de la coordination des questions relatives aux populations civiles, gère les points de passage, notamment celui d'Erez. Bien avant le début des opérations militaires à Gaza, a expliqué Yigal Palmor à Reporters sans frontières, les heures d'ouverture de ces points de passage avaient été réduites pour assurer la sécurité du personnel y travaillant. Le COGAT a par conséquent répondu par la négative aux demandes de la presse étrangère, mettant en avant les contraintes liées à la sécurité du personnel travaillant aux points de passage, refusant ainsi de laisser passer les journalistes aux heures prévues pour les organisations humanitaires.

Le 9 janvier, alors que la situation paraissait bloquée, Reporters sans frontières a lancé un appel exhortant les autorités israéliennes à rétablir l'accès de la bande de Gaza aux reporters étrangers, jugeant une telle fermeture intenable et dangereuse. Cet appel a été signé, en quelques jours, par 160 médias internationaux, dont *CNN*, le *New York Times* et *Sky News*. Ces 160 signatures ont été remises à l'ambassadeur d'Israël en France, Daniel Shek, le 22 janvier, par le secrétaire général de Reporters sans frontières, Jean-François Julliard.

Les reporters étrangers et israéliens ont malgré tout été contraints d'attendre à l'extérieur. «Les journalistes sont priés de regarder la guerre de loin, à travers une énorme vitre de verre. On devine les destructions, mais on ne connaît pas les histoires humaines qu'il y a derrière», a commenté un journaliste de la *BBC*. La ville de Sderot, au nord de Gaza, a été transformée en «journalistland géant», pour reprendre l'expression de Benjamin Barthe, correspondant du *Monde*. L'armée a installé des bureaux d'accueil pour les journalistes étrangers. Les militaires pouvaient accueillir les représentants de la presse dans toutes les langues, ou presque, a indiqué la porte-parole de l'armée, le major Avital Leibovich, à Reporters sans frontières : «Il suffit de regarder le planning.» En attendant, l'armée occupait les journalistes avec un «Gaza border tour», qui les a notamment conduits au «musée des Qassam».

A deux reprises, des bateaux affrétés par l'ONG «Free Gaza» (le *Dignity* le 29 décembre 2008 et le *Spirit of Humanity* le 15 janvier 2009) sont partis de Chypre en direction de Gaza, avec l'intention de rompre le blocus. A leur bord, des équipes de médecins et de journalistes. Mais la marine israélienne les a empêchés, par la force, d'approcher des côtes, non sans dégâts matériels.

A compter du 7 janvier, une poignée de journalistes israéliens et étrangers «embedded» ont pu pénétrer sur le théâtre des opérations aux côtés de l'armée israélienne, la FPA se chargeant d'établir la liste des journalistes sélectionnés. Au total, 16 journalistes étrangers ont pu entrer ainsi dans la bande de Gaza, selon Avital Leibovich. Mehdi Lebouchera, correspondant de l'*AFP* à Jérusalem et à Gaza, a été autorisé à franchir le point de passage d'Erez, le 13 janvier, avec plusieurs confrères. Il a expliqué à Reporters sans frontières que les journalistes n'avaient aucune liberté de mouvement. Certes, ils se trouvaient à Gaza, mais ne pouvaient rien faire d'autre que suivre l'armée dans ses opérations, et interviewer un officier de presse israélien.

A partir du 15 janvier 2009, de nombreux journalistes sont entrés par la point de passage de Rafah, au sud de la bande de Gaza, contrôlé par les autorités égyptiennes.

Le 22 janvier, l'armée israélienne annonce sa décision d'autoriser les journalistes étrangers à accéder à Gaza par Erez à compter du lendemain. Toutefois, seuls les journalistes régulièrement accrédités auprès du Government Press Office sont concernés.

Suite à une deuxième action engagée par la FPA, la Cour suprême israélienne a exigé du gouvernement israélien, le 25 janvier, qu'il permette le libre accès des correspondants étrangers à la bande de Gaza, la fermeture ne pouvant être invoquée que pour «des circonstances de danger concret». La FPA s'est réjouie de cette décision qui «renforce la protection de la liberté de la presse et la liberté de mouvement, comme droits fondamentaux qui ne peuvent être restreints qu'en cas de circonstances extrêmes», selon les termes de Gilead Sher, avocat de l'organisation.

Opération «Plomb durci» : le contrôle de l'information est un objectif militaire

Des journalistes palestiniens pris entre les tirs israéliens et les menaces du Hamas



Témoignage de Lorenzo Cremonesi, envoyé spécial du quotidien italien *Corriere della Serra*

« Le 16 janvier dernier, je me trouve à Khan Yunis, dans la bande de Gaza, où j'ai réussi à entrer cinq jours auparavant. A ce moment, l'action militaire israélienne se concentre sur Gaza City. Avec un traducteur et un jeune chauffeur, je décide de me déplacer vers Gaza City.

Je téléphone donc au *Press Office* de Jérusalem qui m'a conseillé de parler avec les porte-parole de l'armée israélienne. Ils me disent qu'ils ne peuvent absolument pas garantir ma sécurité puisque la zone que je vais traverser est une zone de guerre. Ils affirment cependant qu'ils informeront de mon passage les unités de l'armée installées sur place. Ils me demandent l'heure de mon départ, le type de voiture que je vais utiliser et le nombre de personnes se trouvant dans le véhicule. Ils ajoutent qu'il est inutile de mettre l'inscription "média" sur la voiture.

Le 16, à 15h, nous quittons Khan Yunis, parcourant une route complètement vide. A 15h15, au croisement de Netzarim, la route est bloquée par un barrage de pierres et de terre. Je sors de la voiture pour notifier notre présence à une unité de militaires israéliens, à 70 mètres environ du barrage, sur notre droite. En agitant les bras, je crie en hébreu et en anglais que je suis un journaliste italien. Les militaires ouvrent le feu. Les tirs de M16 et des mitrailleuses lourdes durent 15 minutes. La voiture est touchée à plusieurs reprises. Des balles pénètrent dans la voiture. Les fenêtres sont brisées, la vitre arrière aussi, les balles touchent les sièges. Nous nous jetons par terre, cachés derrière une dune de sable. Nous crions. Les rafales de fusil-mitrailleur continuent pendant 40 minutes environ. A l'aide de mon portable, j'appelle le porte-parole militaire pour l'informer de la situation. A 16h environ, le porte-parole me dit que l'unité de militaires a été informée de notre identité et que l'on peut repartir. Mais dès que l'on remonte dans la voiture, les soldats reprennent les tirs, visant le véhicule. On retourne à terre où l'on reste, étendus et cachés derrière les dunes. Les tirs continuent mais de façon sporadique.

A 17h, le porte-parole me rappelle, me rassure et nous pouvons enfin nous enfuir. Il n'y a eu aucun blessé mais la voiture a été fortement endommagée. Je me suis souvent retrouvé sous le feu des militaires mais c'est la première fois que j'ai été confronté à une armée dont les règles d'engagement permettent de tirer de manière continue sur des civils.

Pourquoi avoir fermé la bande de Gaza à la presse ?

Les raisons invoquées pour interdire l'entrée des journalistes étrangers dans la bande de Gaza sont multiples et ont évolué au cours du temps : sécurité du personnel travaillant au point de passage, sécurité personnelle des journalistes, risque d'entraver les opérations militaires sur le champ de bataille, etc. Pour sa part, Daniel Seaman, directeur du GPO, a un avis tranché sur la question et assume pleinement le contrôle sur l'information : «Nous avons empêché les journalistes d'entrer pour ne pas avoir affaire à quelque chose comme Kana'. Et ça a marché. Ainsi, l'opinion publique n'a pas pu influencer l'armée dans ses choix tactiques.» Il affirme aussi que «la démocratie doit parfois savoir prendre des mesures». Pour lui, il ne fait aucun doute que seules des considérations militaires ont guidé cette décision.

Le directeur du GPO souligne également que, par le passé, d'autres gouvernements ont interdit la présence de journalistes dans les zones de conflit, et qu'Israël n'est pas le premier pays à adopter de telles mesures de restriction. Il cite l'exemple de la guerre des Malouines et de la première guerre du Golfe, au cours desquelles respectivement Britanniques et Américains avaient imposé un contrôle réel sur l'information. Selon lui, «c'est arrivé et cela se produira encore, surtout quand on sait combien les médias peuvent constituer des armes de guerre».

Mais nombreux sont ceux qui pensent que l'armée israélienne souhaitait également contrôler les images de cette guerre, contrôle qu'elle n'avait pas exercé au cours de la seconde guerre du Liban et qui lui avait valu, à l'époque, une défaite médiatique. Sakher M. Abu El-Oun, responsable de la branche gazaouie du Syndicat des journalistes palestiniens, a déclaré à Reporters sans frontières

¹Raid israélien qui a fait 40 morts (dont 21 enfants) en juillet 2006 au Sud-Liban.

Opération «Plomb durci» : le contrôle de l'information est un objectif militaire

Des journalistes palestiniens pris entre les tirs israéliens et les menaces du Hamas

que «les médias internationaux n'ont pas été autorisés à rentrer afin que le public international ne connaisse pas les massacres commis par l'armée israélienne».

Et l'Égypte dans tout cela ?

Depuis la prise de contrôle de Gaza par le Hamas en juin 2007, les autorités égyptiennes avaient décidé de fermer le passage de Rafah qui sépare les deux territoires. Décision qui avait engendré une vive réaction au sein de la population gazaouie. Le 5 janvier 2009, dans un entretien avec la délégation européenne en visite officielle au Caire, Hosni Moubarak, président égyptien, a souligné qu'«il [était] préférable que le Hamas ne sorte pas vainqueur de cette situation. Le Hamas doit être vaincu». Le président égyptien accuse le Hamas d'être responsable de cette guerre, en ayant rompu la trêve. La mainmise d'un mouvement islamiste sur Gaza inquiète le pouvoir égyptien déjà en proie à de vives tensions avec le mouvement des Frères musulmans.

Au cours d'un entretien avec Reporters sans frontières, le Dr Abu Hasheish, vice-ministre de l'Information du gouvernement du Hamas, a refusé de se prononcer sur l'attitude de l'Égypte concernant le verrouillage du point de passage de Rafah.

Cependant, à compter du 15 janvier, de nombreux journalistes étrangers sont parvenus à entrer dans Gaza depuis l'Égypte. Cette situation n'a duré que quelques jours. Le 19 janvier, les autorités égyptiennes ont décidé de réserver le passage de Rafah à l'aide humanitaire (ambulances, médecins, infirmières et secouristes), comme l'a expliqué à Reporters sans frontières un diplomate étranger en poste au Caire. Les journalistes doivent désormais aller plus au sud à Kerem Shalom, contrôlé à la fois par les Égyptiens et les Israéliens, pour essayer d'entrer dans Gaza.

LES JOURNALISTES PALESTINIENS SEULS À POUVOIR TÉMOIGNER DE CE QUI SE PASSE DANS GAZA

Jusqu'à l'entrée dans la bande de Gaza de journalistes étrangers par Rafah, aux alen-

tours du 15 janvier 2009, les seules images diffusées par les médias du monde entier étaient le fruit du travail des journalistes et professionnels des médias palestiniens résidant en permanence dans le territoire en guerre. Malgré les raids aériens et les attaques terrestres, malgré les difficultés techniques et logistiques, malgré l'angoisse permanente pour la sécurité de leurs familles, ces journalistes ont continué à travailler.

Le nombre de journalistes tués ou blessés varie selon les sources. Après avoir enquêté sur place, Reporters sans frontières estime ainsi à six le nombre de journalistes tués, dont deux dans l'exercice de leurs fonctions. Au cours d'un entretien avec l'organisation, le vice-ministre de l'Information du Hamas a quant à lui avancé le chiffre de cinq journalistes tués. Le nombre de blessés s'élève à une quinzaine, selon Reporters sans frontières.

Deux journalistes morts dans les combats, plusieurs infrastructures de médias touchées par des tirs israéliens

Les médias palestiniens ont subi des pertes dès le premier jour de l'offensive. Les autorités israéliennes connaissaient pourtant la localisation géographique exacte de l'ensemble des agences de presse situées dans la bande de Gaza. Et ces agences sont en contact régulier avec la section arabe de l'armée israélienne, dont l'un des porte-parole est Afikhay Adrai.

Le 27 décembre 2008, Bassel Faraj, cameraman de 22 ans, a été grièvement blessé alors qu'il couvrait le début de l'offensive israélienne avec une équipe de la *Palestine Media Production* (PMP). Abdelghani Jaber, directeur général de cette maison de production qui fournit des images à la chaîne de télévision allemande ZDF et à des télévisions algériennes et marocaines, a expliqué à Reporters sans frontières qu'une de ses équipes, à bord d'une voiture clairement marquée du sigle «TV» en lettres rouges, circulait à proximité de l'Association d'aide aux prisonniers libérés, lorsque le bâtiment a été bombardé par l'aviation israélienne. La voiture des journa-

Opération «Plomb durci» : le contrôle de l'information est un objectif militaire

Des journalistes palestiniens pris entre les tirs israéliens et les menaces du Hamas

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

listes a été touchée par des éclats d'obus et des débris du bâtiment. Les quatre passagers, Mohammed Madi, producteur, Mohammed Al-Tanani, Khaled Abu Shamala et Bassel Faraj, ont été blessés. Ils ont été transférés à l'hôpital de Shifa (ville de Gaza). Bassel Faraj, grièvement blessé à la tête, est décédé le 6 janvier 2009, après avoir été transféré dans un hôpital du Caire.



Le 28 décembre 2008, les locaux de la chaîne *Al-Aqsa TV*, lancée par le Hamas en 2005, ont été bombardés quelques heures après le début des raids aériens, soufflant trois des cinq étages du bâtiment situé dans le quartier Al-Nasr de la ville de Gaza. Samir Abu Mohsen, le directeur général des programmes, a expliqué à Reporters sans frontières que les dirigeants de la chaîne s'attendaient à une telle attaque et avaient donc prévu un plan d'évacuation d'urgence. Dès le début de l'offensive aérienne, la chaîne avait commencé à émettre depuis un bureau «de rechange». Les locaux officiels d'*Al-Aqsa* étaient vides au moment de l'attaque.

Avital Leibovich, porte-parole de l'armée israélienne, a déclaré à l'organisation que les autorités israéliennes considéraient ce média comme un outil de propagande, une arme au service du Hamas, et qu'il devait donc être détruit au même titre que n'importe quelle cible militaire. De la même manière, *Al-Manar*, la chaîne du mouvement libanais chiite Hezbollah, avait été l'objet d'attaques militaires en 2006, pendant la guerre au Liban. Cette position est partagée par Daniel Seaman, directeur du Government Press Office.

La ligne de partage entre un média utilisé pour soutenir un effort de guerre et un simple outil de propagande est difficile à établir, selon Yigal Palmor. Pour Charles Enderlin, membre du conseil de la FPA et correspondant permanent de la chaîne de télévision *France 2*, «s'il ne fait aucun doute qu'*Al-Aqsa* est une chaîne de télévision militante, extrémiste et anti-juive, ce n'est pas une raison pour la bombarder».

Selon le droit international, même si un média sert d'outil de propagande au service de l'ennemi, il ne constitue pas une cible militaire légitime. Il est protégé au même titre que tout bâtiment civil. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) indique qu'un média ne doit pas être considéré comme un objectif militaire du seul fait qu'il participe à l'effort de propagande et au soutien des troupes. En revanche, la même juridiction dispose que si un média incite à commettre des crimes et appelle à la haine, il devient une cible légitime.

Les attaques délibérées contre des infrastructures utilisées par la presse constituent une violation du droit international humanitaire.

Les journalistes ont le droit d'exercer leur mission dans les territoires en guerre. Rien ne peut donc justifier le fait de viser intentionnellement un bâtiment abritant un média.

Concernant *Al-Aqsa*, la chaîne du Hamas, la situation est plus complexe. Beaucoup de ses programmes sont clairement antisémites et appellent au djihad. Certaines de ses émissions pour enfants font l'apologie des martyrs et prônent la résistance par la lutte armée et la violence contre «l'ennemi sioniste.»

Concernant *Al-Aqsa TV*, la chaîne du Hamas, la situation est plus complexe. Beaucoup de ses programmes sont clairement antisémites et appellent au djihad. Certaines de ses émissions pour enfants font l'apologie des martyrs et prônent la résistance par la lutte armée et la violence contre «l'ennemi sioniste.»

Pour autant, le droit international humanitaire précise que dans un tel cas, il existe une obligation d'avertissement et un principe de proportionnalité à respecter. D'après le Protocole I des Conventions de Genève, «ceux qui préparent ou décident d'une attaque doivent s'abstenir de lancer une attaque dont on peut s'attendre à ce qu'elle



Opération «Plomb durci» : le contrôle de l'information est un objectif militaire

Des journalistes palestiniens pris entre les tirs israéliens et les menaces du Hamas

Médias visés en temps de guerre : les cas se multiplient depuis la guerre au Kosovo

Dans le passé, d'autres médias accusés d'être des «médias de propagande» ont été pris pour cibles et constituent des précédents très dangereux pour la presse. En Yougoslavie, l'OTAN a bombardé, en avril 1999, le siège de la RTS à Belgrade, causant la mort de seize employés de la chaîne. En janvier 2001, l'armée israélienne a dynamité le bâtiment de la télévision et de la radio palestiniennes *La Voix de la Palestine* dans les Territoires occupés, à Ramallah. Lors de la campagne américaine en Afghanistan, le 12 novembre 2001, l'armée a bombardé les bureaux de la chaîne arabe *Al-Jazira* à Kaboul.

La télévision irakienne a été bombardée par la coalition anglo-américaine dans la soirée du 25 mars 2003. Quelques jours plus tard, un missile avait touché le ministère de l'Information.

En juillet 2006, trois journalistes de la chaîne de télévision libanaise *NewTV* avaient été blessés lors d'un raid aérien mené par l'armée israélienne. Le lendemain, trois employés d'*Al-Manar*, chaîne de télévision du Hezbollah libanais, avaient été blessés lors d'une attaque israélienne contre les bureaux du média, situés dans la banlieue sud chiite de Beyrouth. Un communiqué de la chaîne avait précisé que l'antenne relais n'avait pas été détruite par le missile et que la diffusion n'avait pas été interrompue.

cause incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile». Le même texte ajoute que «dans le cas d'attaques pouvant affecter la population, un avertissement doit être donné en temps utile et par des moyens efficaces».

Le 3 janvier 2009, les forces de défense israéliennes ont bombardé les bureaux de l'hebdomadaire *Al-Rissala*, financé par le Hamas. L'attaque ayant eu lieu de nuit, elle n'a fait aucune victime parmi les employés, a déclaré son rédacteur en chef, Wissam 'Afifa, à Reporters sans frontières. Au cours de la même attaque, l'armée a également détruit les locaux d'*Al-Rantisi Printers*, la maison d'impression d'*Al-Rissala*.

Le 9 janvier, Alaa Murtaja, journaliste et correspondant de la radio *Al-Buraq*, a été tué dans le bombardement de sa maison, alors qu'il intervenait à l'antenne depuis son domicile, situé dans le quartier Al-Zeitoun au sud de la ville de Gaza. Le journaliste, pour des raisons de sécurité, avait décidé de travailler chez lui.

Le même jour, Al-Jawhara Tower (située au coin de la rue Al-Wahda et de la rue Al-Jalaa) a été touchée par des tirs de l'aviation israélienne, a affirmé Atef Abu Rami, responsable de la *Palestinian Media & Communications Company* (PMCC), située dans ce bâtiment, et qui fournit des images à 25 chaînes de télévision et agences de presse étrangères. Il a raconté à Reporters sans frontières avoir été en contact permanent avec les responsables de l'armée israélienne avant et pendant le

conflit. Ces derniers n'ont eu de cesse de le rassurer sur le fait que ses bureaux ne seraient pas visés par des tirs de l'armée, insistant sur la nécessité de garder en permanence les locaux allumés. Le 9 janvier, les lumières des bureaux étaient donc allumées, des stickers rouges TV avaient été collés sur les fenêtres, des signes PRESS et TV avaient été peints en rouge sur le toit de ce bâtiment neuf de huit étages, quand vers 18 heures, la tour a été touchée, alors même que des journalistes étaient sur le toit en train de diffuser en direct. Seul Manar Shulail Shalloula, 25 ans, producteur de la chaîne de télévision saoudienne *Al-Ekhabariya*, a été blessé à la tête. Atef Abu Rami souligne combien les journalistes ont échappé de peu à la mort.

Après avoir exigé des explications, l'armée israélienne lui a répondu que des combattants du Hamas occupaient un bureau dans la tour. Atef Abu Rami quant à lui avance une autre explication. Selon lui, les Israéliens auraient délibérément visé les équipements de la chaîne de télévision iranienne en arabe, *Al-Alam*, qui, trois ans auparavant, avait voulu s'installer dans la tour. Mais l'ensemble du matériel ayant été bloqué à Ashdod (port israélien au nord d'Erez), la chaîne ne pouvait émettre depuis Gaza. L'antenne qui était fixée sur le toit de l'immeuble et qui aurait donc été visée par le tir était vide et ne servait pas.

Après enquête, les autorités militaires israéliennes, en revanche, affirment à Reporters sans frontières ne pas avoir connaissance d'une quelconque attaque sur ce bâtiment.

Opération «Plomb durci» : le contrôle de l'information est un objectif militaire

Des journalistes palestiniens pris entre les tirs israéliens et les menaces du Hamas

Le 15 janvier aux alentours de midi, le côté sud de la tour Al-Shuruq, abritant plusieurs agences de presse, a été touché par des tirs d'obus israéliens, alors que l'armée israélienne était prise dans des combats dans le quartier de Tal Al-Hawwa, dans le sud de la ville de Gaza.

Ont été directement touchés les studios de l'agence *Gaza Media Center* qui vend ses images à *Abu Dhabi TV*, *Fox News*, *Sky News*, *CNN* et *France 2* notamment. Deux professionnels des médias ont été blessés. Ayman Youssef Al-Rouzi a été touché à la tête par des éclats d'obus. Mohammed Al-Soussi a quant à lui été blessé au bras. Ce dernier affirme que sans le gilet pare-balles qu'il portait exceptionnellement ce jour-là, il ne serait probablement plus en vie aujourd'hui.



Les journalistes palestiniens s'interrogent sur les raisons de ces tirs. Mohammed Al-Soussi déclare que, dès 8 heures ce jour-là, la chaîne avait placé des caméras sur le toit pour filmer les conflits dans le quartier. D'autres précisent que le bâtiment abritait au quinzième étage la radio du Hamas, *Al-Aqsa Radio*. Pour le Dr Abu Hasheish, vice-ministre de l'Information du gouvernement du Hamas, l'explication ne fait aucun doute : les attaques

étaient «intentionnelles» et avaient pour but «d'empêcher les médias de couvrir les massacres de civils palestiniens par l'armée israélienne». Cette vision est partagée par la plupart des journalistes palestiniens de Gaza rencontrés par Reporters sans frontières.



Pourquoi l'armée israélienne a-t-elle tiré sur des bâtiments abritant des médias ?

Interrogée au sujet de l'attaque d'Al-Shuruq par l'organisation, le major Avital Leibovich a expliqué que l'armée israélienne menait une enquête sur les circonstances de la frappe. Les premières conclusions penchent vers l'hypothèse d'une erreur. Ce jour-là, l'armée aurait tiré plusieurs «bombes de fumée» pour faciliter l'opération militaire qui visait à tuer Mahmoud Al-Zahar, un des plus influents leaders du Hamas à Gaza, présent dans le quartier. Pour Tshal, il s'agit donc d'une «malheureuse erreur de tir» et non pas d'une action visant délibérément les organes de presse. L'officier a téléphoné à la chaîne américaine *Fox*, qui achète des images au *Gaza Media Center*, pour lui communiquer les premières conclusions de l'enquête.

Tout au long du conflit, Israël n'a eu de cesse de justifier ses attaques militaires en accusant le Hamas de s'appuyer sur des bases civiles pour tirer ses roquettes, notamment des bâtiments abritant des médias. Depuis le 20 janvier, les autorités israéliennes diffusent régulièrement une vidéo montrant Hanan El-Masri, journaliste d'*Al-Arabiya*, filmée le 15 janvier, peu de temps avant de prendre l'antenne

Opération «Plomb durci» : le contrôle de l'information est un objectif militaire

Des journalistes palestiniens pris entre les tirs israéliens et les menaces du Hamas

en direct. Dans cette vidéo, on la voit et on l'entend dire au téléphone que des missiles ont été tirés depuis les étages inférieurs du bâtiment Al-Shuruq qui abrite sa chaîne. Interrogée par Reporters sans frontières à Gaza, la journaliste affirme que ces quelques secondes avaient été enregistrées quelques secondes avant son passage en direct. L'absence du logo *Al-Arabiya* sur la bande signifie, selon elle, que les services israéliens l'ont piratée entre la station de Gaza et les studios de la télévision situés aux Emirats arabes unis. Elle rappelle que «ceci constitue une violation des lois internationales» et annonce que sa chaîne a l'intention de porter plainte contre l'Etat hébreu. Elle ajoute qu'elle ne faisait que poser la question, sans toutefois affirmer que des missiles Grad étaient lancés depuis Al-Shuruq.

Des journalistes affirment que sporadiquement, pendant la durée du conflit, l'armée israélienne a piraté les fréquences de la radio *Sawt Al-Sha'b* et de la télévision *Al-Aqsa*. Les services de communication de l'armée israélienne auraient diffusé, à l'insu des rédactions concernées, des messages de propagande appelant les Palestiniens à ne plus soutenir le Hamas. Les autorités militaires israéliennes démentent ces accusations.

Les officiels israéliens considèrent qu'à aucun moment les journalistes palestiniens blessés ou tués n'ont été visés en tant que tels. Ils représentent, selon Yigal Palmor, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, des «dégâts collatéraux».

DES CONDITIONS DE TRAVAIL EXTRÊMEMENT DIFFICILES

On estime à plus de 700 le nombre de professionnels des médias travaillant dans le territoire autonome dont le Hamas a pris le contrôle par la force en juin 2007.

Au cours de ce conflit, les journalistes palestiniens ont travaillé dans des conditions extrêmement difficiles : déplacements dangereux, matériel professionnel détruit, véhicules de presse endommagés, équipes réduites du fait des journalistes blessés ou tués, coupures d'électricité et des réseaux téléphoniques.

Sans électricité, les journalistes dépendaient de générateurs dont la puissance n'était pas toujours suffisante. L'agence *Ramattan* et la chaîne *Al-Aqsa* disposaient de studios de diffusion mobiles (SNG). Quant à la *Palestine Media Production (PMP)*, elle envoyait ses images par fibre optique à Jérusalem ou en Cisjordanie, d'où elles étaient renvoyées par satellite. Dans un entretien accordé à Reporters sans frontières, son directeur général reconnaît ne pas avoir pu satisfaire l'ensemble des demandes.

Du fait du danger, les déplacements des journalistes étaient limités dans la journée. Une difficulté renforcée par la pénurie de gilets pare-balles, mais également par le fait que de nombreux véhicules de presse avaient été endommagés au cours de l'offensive. De plus, après 17 heures, il devenait dangereux pour tout habitant de Gaza de se déplacer, si bien que la plupart des journalistes ont décidé de ne plus rentrer chez eux et de passer la nuit dans les locaux de leur rédaction. Imad Al-Franji, de *Al-Quds TV*, a déclaré à Reporters sans frontières ne pas être rentré chez lui pendant cinq jours consécutifs. Atef Abu Rami, responsable de la *Palestinian Media & Communications Company*, a aménagé un appartement dans la tour *Al-Jawhara* où les journalistes travaillant à ses côtés ont pu vivre pendant la durée du conflit.

Le fait d'être séparés de leur famille a constitué une pression supplémentaire. Les journalistes ont toutefois continué à travailler sans interruption, ou presque, comme en témoigne Shohdi El-Kashef, responsable de l'agence *Ramattan*. Une solidarité très forte s'est développée entre les différentes agences, afin de surmonter les difficultés techniques, matérielles et humaines.

Tous ont également déploré le fait qu'ils ne disposaient pas d'assurance en temps de guerre, contrairement à la plupart des journalistes étrangers.

Comment accéder à l'information et comment parvenir à la vérifier dans un tel contexte ?

Les déplacements des journalistes sur le terrain étant limités, accéder et vérifier l'information devenait difficile. La grande majorité

Opération «Plomb durci» : le contrôle de l'information est un objectif militaire

Des journalistes palestiniens pris entre les tirs israéliens et les menaces du Hamas

du travail se faisait par téléphone, les sources d'information pouvant aller du témoin direct au personnel hospitalier. La plupart des journalistes sont abonnés à des fils d'information par SMS. En outre, les radios VHF ont été particulièrement utiles pour recevoir et transmettre des informations, notamment du fait des coupures d'électricité, comme l'a expliqué Saleh El-Masry, manager de la radio *Al-Quds Voice*.

Des journalistes ont expliqué à Reporters sans frontières que le Hamas parvenait à envoyer des messages aux médias, par le biais de vidéocassettes, de SMS et de courriers électroniques. Selon Samir Abu Mohsen de *Al-Aqsa TV*, certaines de ces cassettes n'étaient données qu'à sa chaîne, alors que d'autres étaient distribuées à l'ensemble des agences de presse.



Quelle attitude a adopté le Hamas vis-à-vis des journalistes ?

Un journaliste palestinien souligne que ni l'armée israélienne ni le Hamas n'ont permis aux journalistes palestiniens de couvrir convenablement ce conflit.

Nombreux sont les journalistes gazaouis à affirmer confidentiellement que le Hamas a «utilisé» les médias palestiniens pendant ce conflit. Mais personne n'ose l'affirmer devant une caméra, de peur des représailles. L'un d'entre eux a déclaré sous couvert de l'anonymat : «Le Hamas contrôlait l'information pendant la guerre. La *BBC*, *AP* et l'*AFP* sont sous son contrôle. Aucune critique ne peut être formu-

lée ouvertement contre le Hamas. Il n'y a pas de liberté totale pour les journalistes à Gaza.» Il a également cité l'exemple d'un journaliste palestinien travaillant pour la chaîne israélienne *Channel 10*, qui avait réalisé un reportage sur le trafic d'armes par le Hamas via les tunnels reliant la bande de Gaza à l'Égypte deux jours avant le début du conflit. Ce journaliste a par la suite été menacé par le Hamas.

Un autre journaliste palestinien raconte que trois jours avant le conflit, il avait rédigé un article affirmant qu'Israël bombarderait les tunnels du Hamas en cas d'attaque. Après la parution de son texte, des responsables du Hamas sont venus menacer son directeur. Les journalistes redoutent que les plus radicaux au sein du mouvement Hamas ne s'en prennent à eux.

L'un des responsables d'une radio palestinienne insiste sur les pressions reçues, notamment après que ses équipes aient réalisé des interviews avec des personnes vivant en Cisjordanie. Il a reçu des menaces téléphoniques de membres du Hamas lui conseillant fermement de ne plus diffuser ce genre de programmes. Il souligne que sa radio bénéficie de la protection du Jihad islamique, qui opère aux côtés du Hamas, mais il dit craindre de subir le même sort que les journalistes du Fatah. Beaucoup d'entre eux ont été arrêtés ou condamnés à se réfugier en Cisjordanie, après la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas en juin 2007.

Un correspondant de l'agence de presse *Ramattan* a été violemment agressé par des sympathisants du Hamas pour avoir relaté un événement qu'il «n'aurait pas dû couvrir». Par ailleurs, des combattants du Hamas ont également refusé que des journalistes pénètrent dans Zeitoun, un quartier au sud de Gaza City. D'après certains, le Hamas a utilisé le fait que les journalistes étrangers ne pouvaient pas entrer dans la bande de Gaza pour commettre également des exactions qui ne pourraient jamais être montrées, tant les reporters palestiniens craignent pour leur vie ou celle de leurs proches.

Il est vrai qu'à aucun moment, les journalistes palestiniens n'ont filmé les combattants du Hamas lançant des roquettes. Interrogés à ce

sujet, tous affirment qu'il n'y avait pas de combattants du Hamas dans les rues.

Selon le vice-ministre de l'Information du Hamas, le Dr Abu Hasheish, à aucun moment le Hamas n'a entravé le travail des journalistes. «Tout le monde peut critiquer ouvertement le Hamas, sans aucun problème», a-t-il précisé. Sauf que personne ne le fait...

QUELLE COUVERTURE MÉDIATIQUE DE CETTE GUERRE ?

Si les journalistes étrangers se sont vus contraints de ronger leur frein aux portes de Gaza, il n'y a pas eu pour autant «black out» de l'information au cours de cette guerre. Les journalistes palestiniens sur place ont continué à travailler, à réaliser des reportages, à fournir des images aux médias étrangers pendant le conflit.

Selon un journaliste palestinien, les Israéliens auraient très bien pu faire en sorte qu'aucune image ne sorte de Gaza, en coupant les câbles de fibre optique qui relient bon nombre de médias palestiniens aux satellites ou en bombardant les stations de diffusion mobiles.

Une couverture patriotique par la presse israélienne, et sous le signe du martyr dans les médias arabes

Les médias israéliens, à de rares exceptions près, ont exprimé un soutien clair à l'offensive militaire, comme le montre le travail de Keshev, une ONG israélienne spécialisée dans le monitoring des médias. Son directeur, Yizhar Be'er, a expliqué à Reporters sans frontières combien les médias, notamment le journal *Yedioth Aharonoth*, se sont montrés patriotiques et militants au cours des combats. «Les termes employés pour couvrir le conflit étaient du registre de la compétition, de l'enthousiasme, voire de l'euphorie», dit-il. Certaines voix se sont élevées contre, comme celle de Gideon Levy ou d'Amira Hass, journalistes du quotidien *Haaretz*. Mais pour Nahum Barnea, de *Yedioth Aharonoth*, il était clair que le public israélien voulait «une bonne guerre», expliquant ainsi une certaine «dictature de l'opinion» sur la manière dont les médias israéliens ont couvert l'actualité.

Selon Yizhar Be'er, les journaux israéliens ont peu fait écho à la fermeture de la bande de Gaza aux journalistes étrangers. Les journalistes israéliens n'ont pas massivement soutenu leurs confrères étrangers dans leurs démarches auprès de la Cour suprême

Les images présentées en *prime time* à la télévision israélienne montraient les destructions causées par les roquettes du Hamas dans les villes israéliennes, les conséquences des nouvelles mobilisations de réservistes au sein de la société, et les difficultés rencontrées par les habitants du Sud suite à leur évacuation pour des raisons de sécurité. Les victimes de Gaza ont souvent été occultées. L'opinion publique israélienne a vivement critiqué les rares voix qui s'élevaient contre l'offensive, ou celles qui émettaient des réserves. «Les gens ne voulaient pas l'entendre», commente Nahum Barnea. Alors, «on leur a montré ce qu'ils avaient envie de voir», ajoute Charles Enderlin, correspondant permanent de la chaîne *France 2* en Israël et membre du conseil de la FPA. Sarit Michaeli, de l'ONG B'Tselem, est formelle : «Le problème ne vient pas du manque de reportages dans les médias israéliens, mais des reportages en eux-mêmes.»

Les seules sources d'information utilisées par les médias locaux étaient militaires, souligne Yizhar Be'er, sans que celles-ci soient jamais remises en cause. Cette politique contraste avec la seconde guerre du Liban, au cours de laquelle de nombreux journalistes israéliens ont réalisé des reportages sur le terrain. Sarit Michaeli explique pourquoi, le 8 janvier, des ONG israéliennes de défense des droits de l'homme ont dénoncé l'attitude des médias israéliens, auxquels elles reprochaient de museler les critiques contre l'offensive dans la bande de Gaza. Ces ONG ont décidé de mettre en place une source d'information alternative sous la forme d'un blog (www.gazaeng.blogspot.com).

Ce monopole *de facto* de l'armée comme source d'information des médias israéliens a conduit la FPA à appeler, le 15 janvier, au boycott des photos et films fournis par Tsahal.

Pour leur part, les chaînes de télévision arabes ont diffusé en boucle des images de

corps déchiquetés, de femmes pleurant leurs enfants morts, de maisons détruites.

Au cours du conflit, Israël et le Hamas se sont lancés dans une véritable guerre de propagande médiatique, notamment via internet. L'armée israélienne s'est servie du site de partage de médias YouTube pour montrer sa «lutte contre les terroristes du Hamas se servant de civils comme de boucliers humains». Le Hamas a quant à lui répliqué sur PalTube, un autre site de partage d'images, en exposant les «massacres» de l'État hébreu à Gaza, faisant au passage l'apologie de la branche armée du Hamas et des martyrs.

Qui a gagné la bataille médiatique ?

A cette question, les autorités israéliennes répondent par une autre question : comment Israël aurait-elle pu profiter de cette fermeture, alors que les seules images qui sortaient de Gaza provenaient de journalistes palestiniens ?

Une nuance s'impose tout de même. Le fait que les seules images sur le conflit en provenance de Gaza aient été tournées par des reporters palestiniens a incité les médias internationaux à les utiliser avec précaution. Dans les premiers jours du conflit, la presse internationale mettait en garde le public, avertissant qu'aucun reporter étranger n'avait pu confirmer l'authenticité des images fournies par les journalistes palestiniens. Ces mises en garde se sont estompées au fil des jours.

Les journalistes palestiniens se plaignent de ne pas avoir été considérés comme de «vrais journalistes». Un responsable de l'agence *Ramattan*, qui fournit des images à la *BBC*, *CNN*, *Channel 4*, *France 24*, etc, a déclaré à Reporters sans frontières, avec amertume et colère : «Nous ne sommes pas crédibles parce que nous sommes

Palestiniens. Quiconque est considéré meilleur que nous, et ce même si on travaille depuis des années dans ce métier. Nous avons besoin aujourd'hui de sentir que nous ne valons pas moins que d'autres et que nous faisons un travail de qualité.»

Adnan Abu Hasna, porte-parole à Gaza de l'UNRWA, agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, créée en 1952, a souligné que «les Palestiniens ont perdu la bataille médiatique», en se plaçant uniquement dans le registre de l'émotionnel, montrant en boucle des images de femmes pleurant leurs enfants morts, des corps d'enfants broyés par les bombardements, banalisant ainsi la mort. Alors que les Israéliens ont su, selon lui, mettre en valeur leurs soldats et civils morts, en en faisant des héros. «En envoyant aux médias étrangers des images brutes, dépourvues d'analyse et de commentaires, les médias palestiniens n'ont pas su raconter l'histoire de ces gens et montrer leur souffrance», conclut-il.

Emad Eid, responsable du bureau de l'agence *Ma'an* à Gaza, explique que depuis le début du conflit, les journalistes ont essayé de donner un visage à ces morts. «Toute personne blessée est une histoire que nous devons aujourd'hui raconter, a-t-il indiqué à Reporters sans frontières. Nous faisons aujourd'hui le travail que nous n'avons pas pu faire hier.»

Sarit Michaeli, chargée de communication de B'Tselem, reconnaît la qualité du travail des journalistes palestiniens pendant le conflit. Mais elle ajoute que des médias étrangers auraient donné un autre point de vue, en montrant notamment des images de combattants du Hamas, et en enquêtant sur les allégations selon lesquelles ces combattants lançaient leurs roquettes depuis des lieux civils.

RECOMMANDATIONS

Reporters sans frontières condamne fermement toutes les attaques israéliennes portées contre des bâtiments abritant des médias palestiniens ou étrangers. L'organisation demande à l'armée et au gouvernement israéliens de communiquer rapidement des informations détaillées sur les frappes qui ont touché ces bâtiments.

Les Nations unies doivent exiger de prendre part à ces investigations ainsi qu'à la rédaction de leurs conclusions. Des organisations non gouvernementales doivent également y être associées. Reporters sans frontières exprime, d'ores et déjà, son souhait de contribuer en toute indépendance à ces enquêtes.

Dans le passé, d'autres enquêtes menées par l'armée israélienne sur la mort de journalistes ou le bombardement de médias ont abouti à des résultats inacceptables, exonérant les soldats de toute responsabilité et donc de toute sanction. Dans le cas de l'opération «Plomb durci», il est indispensable que la vérité des faits soit connue et que les motivations des tirs sur des journalistes et des médias soient établies de manière irréfutable.

Concernant la fermeture de la bande de Gaza à la presse, Reporters sans frontières maintient que cette décision a constitué une violation grave et inacceptable de la liberté de la presse. Les raisons invoquées par les autorités israéliennes ne sont pas convaincantes et ne justifient en aucun cas une telle violation de la liberté d'information. Là encore, l'organisation encourage fortement les Nations unies à adopter une résolution demandant instamment à Israël de ne plus employer, à l'avenir, de telles méthodes coercitives de contrôle sur l'information. Le contrôle de l'information en période d'hostilités, assumé

pleinement par l'armée israélienne, est scandaleux et doit être condamné par la communauté internationale.

Aujourd'hui, le matériel professionnel fait cruellement défaut dans la bande de Gaza : les caméras, les appareils photo, mais aussi les voitures, les bancs de montage, les générateurs ont été endommagés ou détruits. Or, en dehors de ce qui parvient à entrer clandestinement par les tunnels de contrebande, Israël contrôle l'ensemble des marchandises et biens qui pénètrent dans la bande de Gaza. Les autorités israéliennes refusent, par exemple, de laisser passer des gilets pare-balles, pourtant indispensables aux journalistes en temps de guerre, arguant qu'ils peuvent être utilisés par des combattants. Reporters sans frontières appelle l'État d'Israël à faire preuve de discernement dans son contrôle des marchandises entrant dans la bande de Gaza. Le matériel indispensable à la presse devrait bénéficier des mêmes conditions de traitement que les biens humanitaires. L'organisation se propose de mettre en place, avec l'accord des autorités israéliennes, le convoyage de matériel de presse vers la bande de Gaza.

Concernant le Hamas, depuis la fin des hostilités, le mouvement islamiste a renforcé son emprise sur la bande de Gaza. Reporters sans frontières appelle le gouvernement du Hamas à laisser les journalistes exercer leur métier en toute sécurité et en toute liberté. Il n'est pas vrai que la presse installée à Gaza est libre de critiquer la politique du Hamas ou de se prononcer pour un renforcement des liens avec le Fatah et le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas. Les dirigeants du mouvement islamiste doivent cesser de menacer et d'interpeller les journalistes qui les critiquent, relaient les positions des autres factions ou tout simplement expriment des opinions divergentes.